

barrassée; et puis, après tout, toutes ces questions que l'on pose ici visent une matière d'administration gouvernementale.

M. HEAPS: Monsieur le président, j'aurais un mot à dire. Quand des membres du Comité se lèvent pour déclarer que d'autres membres du Comité désirent voir les chemins de fer essayer des déficits de \$42,000,000 chaque année, il est du devoir de ceux que l'on accuse de vouloir un tel état de choses de se lever et de parler. J'ai suggéré cet après-midi une mesure qui ferait économiser \$12,000,000 ou à peu près. Je n'ai pas entendu M. Walsh mettre moitié autant d'ardeur dans ses efforts pour économiser sur les intérêts et ailleurs.

M. WALSH: J'ai tout cela sous les yeux. Je me propose d'appuyer cette suggestion quand nous en serons à cett article.

M. HEAPS: Nous n'avons jusqu'à présent pas entendu un seul mot de la bouche de M. Walsh en ce sens. Je désire parler sur l'économie qui résulterait de la fusion si elle se produisait. M. Walsh a déclaré que personne ne serait lésé.

M. WALSH: Je n'ai pas suggéré la fusion.

M. HEAPS: Donnez-lui le nom que vous voudrez. Un oignon, qu'on lui donne un autre nom, reste un oignon par la senteur et le goût. On peut en dire autant de la fusion. Unification ou coopération, cela revient au même. C'est une forme de fusion. Quand nous avons unifié les services entre Toronto, Montréal et Ottawa, on n'a pas parlé de fusion; on a prononcé le mot unification. Ne cherchons pas à duper le public en parlant unification quand en réalité il s'agit de fusion. Je dis que, quand on nous parle de la possibilité de coordonner les deux services en un seul sans nuire ni à un ni à l'autre, la chose est impossible. C'est exactement la même chose que si M. Walsh cherchait à faire comprendre à ses enfants que deux et deux font six, chose impossible. Deux et deux font quatre. Si vous faites coopérer les deux services, des employés seront congédiés.

M. WALSH: Non.

M. HEAPS: Mais alors si personne ne doit être congédié où sera l'économie?

M. WALSH: L'Angleterre l'a fait et personne ne fut congédié.

M. HEAPS: En faisant coopérer ou en unifiant les services un certain nombre d'employés devront prendre leur retraite; ils émargeront au fonds de retraite. Certains d'entre eux pourront mourir. Et quel sera le sort des jeunes gens de 18 ou 19 ans de l'école de M. Walsh en quête d'emploi?

M. WALSH: Ils en trouveront.

M. HEAPS: Nombre d'entre eux en cherchent présentement. Le jour où vous ferez coopérer les deux réseaux du pays, quel que soit le mode adopté, il restera qu'un certain nombre d'emplois seront enlevés à ceux qui demandent du travail. Si nous agissons ainsi nous nous trouverons exactement dans la même situation que celle créée par l'unification des services entre Montréal et Toronto et entre Montréal et Ottawa. Quand ces services furent unifiés, qu'est-il advenu des employés qui furent congédiés dans la région?

M. YOUNG: Je soulève un point de règlement. Je m'oppose aussi aux paroles de M. Heaps car il discute la même question. A mon avis il s'éloigne du sujet. Et j'ajoute que je soulève le même point de règlement au sujet de M. Walsh.

M. WALSH: Est-ce là un point de règlement?

M. YOUNG: Le même point de règlement.

M. WALSH: Je ne parle pas. Je n'ai pas la parole. Vous ne pouvez soulever un point de règlement à mon endroit; je n'ai pas la parole. C'est M. Heaps qui l'a.

M. YOUNG: Je dois admettre que l'honorable monsieur est assis en ce moment. J'allais dire ceci: S'il est vrai qu'il soit question de coopération dans le rapport que nous avons sous les yeux, il s'agit là simplement d'un rapport de